

## Déclaration relative aux principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité (données 2023) - Turenne Capital Partenaires

**Acteur des marchés financiers** Turenne Capital Partenaires

### Résumé

Turenne Capital Partenaires prend en considération les principales incidences négatives de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité. Le présent document est la déclaration consolidée relative aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité des portefeuilles d'investissement de Turenne Capital Partenaires.

La présente déclaration relative aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité couvre une période de référence allant du 1er janvier au 31 décembre 2023.

### Description des politiques visant à identifier et hiérarchiser les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

La prise en compte des principales incidences négatives se traduit dans le cycle d'investissement selon les étapes suivantes :

- Les politiques d'exclusion définies par les fonds permettent de prévenir certaines incidences négatives. L'exclusion de certains secteurs d'activités permet en effet d'éviter les incidences les plus significatives : c'est notamment le cas des armes controversées (PAI 14), exclus dans l'ensemble des fonds. Les incidences en matière d'émissions de gaz à effet de serre (PAI 1 à 6) sont quant à elles prises en compte dans certains fonds via l'exclusion de certains secteurs (charbon par exemple). Les fonds ayant développé des stratégies sectorielles (santé, hôtellerie, services digitaux et services à l'environnement) éliminent par leur thèse d'investissement les secteurs non éligibles qui pourraient avoir par nature des impacts négatifs.
- Des clauses ESG sont systématiquement intégrées dans les pactes d'actionnaires, ainsi qu'une clause éthique permettant de s'assurer de l'engagement des dirigeants concernant le respect des Principes du Pacte Mondial et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des multinationales (PAI 10 et 11).
- Les incidences négatives sociales et environnementales sont par nature dépendantes du secteur d'activité, de la taille de l'entreprise, de sa localisation et de sa situation. C'est pourquoi une analyse est systématiquement menée en phase pré-investissement par les équipes de gestion, complétées au cas par cas par des due-diligences externes lorsque des incidences négatives s'avèrent potentiellement matérielles. Cela permet ensuite de mettre en place des actions dans le cadre du dialogue de gestion avec les dirigeants et les co-investisseurs le cas échéant. Un questionnaire ESG annuel est également envoyé à nos participations qui permet de suivre les incidences négatives dans le temps et de détecter d'éventuelles dérives nécessitant un plan d'action.
- Les objectifs de la politique ESG de Turenne Groupe couvrent par ailleurs la mise en place d'initiatives au sein des participations permettant de réduire leur empreinte environnementale, ce qui permet de couvrir les principales incidences environnementales (PAI 1 à 9). Ils visent aussi à favoriser la diversité et la parité, notamment au sein des organes de gouvernance des entreprises investies, ce qui couvre notamment les incidences relatives à la mixité au sein des organes de gouvernance (PAI 13).

Pour plus de détails sur la politique ESG du groupe, consultez le rapport ESG 2024 disponible sur le site internet de la société de gestion.

### Politiques d'engagement

Les Fonds gérés par la société de gestion se positionnent principalement comme des « actionnaires minoritaires de référence ». Les relations entre nos Fonds et les autres actionnaires de sociétés non cotées sont régies par des pactes d'associés, lesquels encadrent les conditions de la gestion de la société. Les équipes de gestion agissent en partenaire de référence. Elles sont ainsi organisées pour être disponible et proche des équipes de management. Cela se traduit par la présence régulière d'un membre de la société de gestion dans les instances de surveillance et/ou de gouvernance des sociétés en portefeuille et par des interactions régulières avec le management et les interlocuteurs clés des entreprises. Ces réunions sont l'occasion d'échanger sur les indicateurs clés de l'activité de l'entreprise, tant économiques (activité, projets de développement, organisation), que financiers (reporting budgétaire et atterrissage annuel, tableau de suivi du cash-flow et de la trésorerie). Ces échanges sont aussi l'occasion d'aborder la démarche RSE des entreprises et de sensibiliser les dirigeants sur les objectifs ESG promus par Turenne Groupe ainsi que sur la démarche mise en oeuvre pour réduire les impacts environnementaux et sociaux liés à l'activité des entreprises.

### Références aux normes internationales

Turenne Capital Partenaires est signataire des Principes pour l'Investissement responsable (PRI) depuis 2012 et de la Charte d'Investisseur Responsable de France Invest depuis 2014.

Turenne Groupe est également signataire et membre de l'Initiative Climat International, qui mobilise les acteurs du capital-investissement pour gérer les risques associés au changement climatique et contribuer à l'objectif de la COP 21.

Turenne Groupe est signataire de la Charte pour la Parité Femmes-Hommes de France Invest depuis 2020 et de la Charte sur le partage de la valeur de France Invest depuis 2023.

## Decription des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés								
Indicateurs d'incidence négative sur la durabilité		Elément de mesure	Incidence 2023	Taux de couverture 2023	Incidence 2022	Taux de couverture 2022	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
Emissions de gaz à effet de serre	1. Emissions de GES	Emissions de GES de niveau 1 en tonnes d'équivalents CO2	8 513	43%	13 148	70%	Données 2023 basées sur les déclarations des participations ayant réalisé un bilan carbone. Les données reportées en 2022 incluait une partie estimée (scope 1 et 2) sur la base des déclarations de consommations d'énergie des participations. En 2023, nous avons décidé de nous baser uniquement sur les données déclarées par les entreprises ayant réalisé un bilan carbone pour le détail des émissions scope 1 à 3.	La réalisation du bilan carbone est intégrée à la méthodologie de notation propriétaire (TED-score) de la maturité ESG des participations définie en 2023. Nous engageons avec les participations pour les inciter à réaliser un bilan des émissions de GES et à définir une trajectoire de réduction. Objectif groupe 2030 : 100 % des entreprises dans lesquels nous sommes investisseurs majoritaires et 75 % des entreprises de plus de 50 salariés et 10 M € de chiffre d'affaires auront formalisé des objectifs de réduction de l'empreinte environnementale en 2030.
		Emissions de GES de niveau 2 en tonnes d'équivalents CO2	1 038	41%	18 491	70%		
		Emissions de GES de niveau 3 en tonnes d'équivalents CO2	171 934	40%	189 283	70%		
		Emissions totales de GES en tonnes d'équivalents CO2	235 637	100%	220 922	70%		
	2. Empreinte carbone	Empreinte carbone en tonnes d'équivalents CO2 par millions d'euros investis	263,2	100%	800,1	70%	Données 2023 estimées. Les émissions totales 2023 ont été estimées avec l'aide du prestataire SAMI sur l'ensemble du portefeuille. Un proxy d'intensité carbone sectoriel a été appliqué pour les participations n'ayant pas encore réalisé de bilan carbone (~60% des montants investis) et la donnée déclarée a été prise en compte pour ~40% restants.	
3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements en tonnes d'équivalents CO2 par million d'euros de chiffre d'affaires	374,6	100%	387,5	67%			
4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles (en %)	0,8%	100%	0,96%	100%	Une société en portefeuille est active dans l'installation, l'entretien et le dépannage de chaudières à gaz et disposait d'une activité de distribution de gaz naturel. La société a amorcé une politique de transition énergétique en accélérant le déploiement de systèmes de chauffage plus durables (pompes à chaleur) et de panneaux photovoltaïques, engageant ainsi sa transition du gaz vers l'électrique.	La société de gestion ne prévoit pas d'investir dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles. La plupart des fonds excluent le charbon dans leurs règlements.	

Indicateurs d'incidence négative sur la durabilité		Élément de mesure	Incidence 2023	Taux de couverture 2023	Incidence 2022	Taux de couverture 2022	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
	5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie (en %)	74,6%	51%	82,8%	61%	L'indicateur a été affiné cette année en interrogeant les sociétés à la fois sur leur consommation d'énergie renouvelable mais aussi leurs capacités de production sur site.	La part d'énergies issues de sources renouvelables est intégrée à la méthodologie de notation propriétaire (TED-score) de la maturité ESG des participations définie en 2023. La mise en place de capacités de production d'énergies renouvelables sur site est intégrée au plan d'action RSE de certaines participations en portefeuille.
		Part de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie (en %)	0,3%	77%	ND	100%	La société de gestion n'a aucune entreprise en portefeuille dont l'activité est de produire de l'énergie.  14 sociétés produisent de l'énergie sur site, en premier lieu pour leur propre consommation, quasi exclusivement issu de sources renouvelables.	
	6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique	0,3	86%	ND	100%		Les consommations d'énergie sont suivies dans le cadre de l'analyse ESG. Les sociétés sont incitées à se fixer des objectifs de réduction de leur empreinte environnementale, portant notamment sur les consommations d'énergie.
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones (exprimée en %)	0%	100%	0%	100%		Le respect des réglementations environnementales est systématiquement analysé en phase de préinvestissement puis suivi pendant la période de détention.
Eau	8. Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	0,004	79%	0,13	100%		La société de gestion s'assure du respect des réglementations environnementales par ses participations, notamment concernant les seuils à respecter concernant les rejets dans l'eau et la réglementation en matière de gestion des déchets. Pour les sociétés pour lesquelles cela est pertinent (ex. sites industriels) des plans d'action correctifs sont mis en œuvre le cas échéant
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	1,2	0,8	ND	100%		

Indicateurs d'incidence négative sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence 2023	Taux de couverture 2023	Incidence 2022	Taux de couverture 2022	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
<b>Indicateurs liés aux questions sociales, de personnel, de respect des droits de l'Homme et de lutte contre la corruption et les actes de corruption</b>							
Les questions sociales et de personnel	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (exprimée en %)	0%	100%	0%	100%	Les due-diligences préalables à l'investissement, notamment juridiques, et les recherches de controverses, permettent de s'assurer du respect des principes du Pacte Mondial des Nations Unies par les participations.
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différends permettant de remédier à de telles violations (exprimée en %)	84,5%	76%	71%	92%	En 2022, les mécanismes de traitement des plaintes internes à l'entreprise avaient été pris en compte dans le calcul de l'indicateur, ce qui n'est pas le cas en 2023.
	12. Ecart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements	12%	60,8%	10%	0,67	Turenne groupe promeut la parité au sein des organes de gouvernance et vise un objectif de 30 % de femmes en moyenne dans les comités de direction des entreprises en portefeuille à horizon 2030.
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio moyen d'hommes dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	80,2%	75,8%	75%	75%	
	14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées (exprimée en %)	0%	100,0%	0%	100%	Le groupe s'interdit d'investir dans des entreprises qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées en application des conventions d'Oslo et d'Ottawa.

Indicateurs d'incidence négative sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence 2023	Taux de couverture 2023	Incidence 2022	Taux de couverture 2022	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
<b>Indicateurs complémentaires</b>							
	Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone aux fins du respect de l'accord de Paris (en %)	71%	82%	NC	Cet indicateur est mesuré en tenant compte des entreprises qui n'ont pas formalisé leurs objectifs de réduction d'émissions de GES.	Objectif groupe 2030 : 100 % des entreprises dans lesquels nous sommes investisseurs majoritaires et 75 % des entreprises de plus de 50 salariés et 10 M € de chiffre d'affaires auront formalisé des objectifs de réduction de l'empreinte environnementale en 2030. L'un des indicateurs de suivi de cet objectif est la formalisation d'objectifs de réduction des émissions de GES.
	Absence de politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption conforme à la convention des Nations unies contre la corruption exprimée en %	34%	77%	NC		Les équipes de gestion dialoguent avec les entreprises en portefeuille concernant la formalisation de codes de conduite ou de politique anti-corruption. Cet aspect est également analysé dans le cadre de l'évaluation préinvestissement.